

Soutenir la formation des enseignants

Le 12 juillet 2014

PAR PHILIPPE BONOT, PRÉSIDENT DE L'APEG, POUR LE CA



Enseigner exige de s'adapter, nous dit-on. Effectivement, en 15 ans, les différentes réformes STT, STG et maintenant STMG, en même temps que des évolutions fortes au lycée professionnel, se sont succédées rapidement. Notre dossier consacré à la terminale STMG en apporte quelques illustrations. Pour leur part, les filières générales n'ont pas vécu autant de secousses.

L'un des faits marquant de ce premier semestre 2014, fut la nomination de Benoit Hamon au ministère de l'éducation nationale en remplacement de Vincent Peillon. Nous nous félicitons de son premier discours : « Il y a quelque chose qui me révolte et révolte beaucoup d'enseignants : aujourd'hui l'origine sociale est un discriminant à l'école. Pour ceux qui ont du mal à joindre les deux bouts, ces familles qui souffrent de ne pas avoir suffisamment pour

vivre, qu'elles puissent penser que l'école ne peut pas consacrer tout son temps pour que chaque enfant puisse réussir, le fait qu'il existe dans des familles françaises cette conviction que peut-être l'école ne parviendra pas à remplir cette mission, me hurte »

Ce ressenti ministériel est à rapprocher de la présentation du bac 2013 faite par Jean Paul Delahaye, alors directeur de la DGESCO, qui constatait les inégalités d'accès au bac dans notre pays. Il remarquait que les exclus sont principalement les enfants d'inactifs, d'ouvriers non qualifiés et d'employés de services. Des marges de progression existent dans les couches populaires. Au niveau quantitatif, les effectifs, dans le second degré, vont augmenter de 27 500 élèves à partir de la rentrée prochaine. Au niveau qualitatif, les professeurs en particulier ceux d'économie et gestion, ont un rôle à

jouer pour intégrer les jeunes les plus vulnérables. Ceci exige professionnalisme et dévouement. Les collègues ont-ils la reconnaissance et la formation nécessaires pour donner le meilleur d'eux-mêmes ?

L'OCDE dans le rapport d'enquête TALIS ainsi que les sondages publiés récemment par le SE-UNSA et le SGEN apportent un éclairage navrant sur le ressenti des enseignants français :

- 84 % des professeurs se disent incompris par l'opinion publique et leurs proches. Dans le second degré, 58 % d'entre eux pensent être méconnus de leur hiérarchie et d'ailleurs ils reconnaissent avoir peur des inspections.

- Un décalage existe entre les enseignants du second degré et ceux des corps supérieurs. Majoritairement les professeurs

aiment leur métier, mais 5% d'entre eux seulement pensent que leur métier est valorisé en France.

- Enfin 54% estiment que le métier évolue trop rapidement et 67% sont en désaccord avec cette évolution.

L'OCDE nous apprend également que l'enseignant français est celui qui s'estime le moins formé alors qu'il a de nombreuses attentes sur les TICE, la pédagogie, l'orientation. Et malheureusement les formations auxquelles les professeurs ont accès leur apparaissent peu utiles. Dans le cadre de notre enquête sur la terminale STMG, nous avons appris que certains collègues n'ont bénéficié que de deux jours de formation (dans huit académies)! D'autres heureusement ont pu en suivre six ou plus (dans six académies).

« majoritairement les professeurs aiment leur métier, mais 5% d'entre eux seulement pensent que leur métier est valorisé en France »

Les professeurs de quatorze académies différentes ont témoigné.

Par ailleurs les conditions de travail et d'examen varient considérablement d'un établissement à l'autre, parfois de façon inacceptable. Par exemple, alertée par des collègues de l'académie de Bordeaux, l'APEG a dénoncé certaines conditions d'interrogation sur le projet de T STMG. Certains enseignants ont interrogé jusqu'à 18 candidats dans la journée ! Comment être concentré et équitable au-delà d'une douzaine d'entretiens ? Comment assurer l'égalité de traitement entre les candidats ?

Alors Monsieur le Ministre, si la bataille contre les inégalités est engagée, elle ne sera gagnée qu'avec l'adhésion pleine et entière de ses principaux acteurs : les professeurs. D'abord, ils doivent comprendre et adhérer suffisamment aux réformes ! Et le temps de la politique n'est pas le temps de l'éducation nationale. La mise en place de la réforme STMG a été trop précipitée. L'APEG l'a regretté à maintes reprises. Il faut maintenant lui donner du temps. Cette réforme a des objectifs quantitatifs en termes d'effectifs de nos filières mais

aussi qualitatifs et moins visibles comme former à l'autonomie, à l'engagement, à la prise de décision, à la citoyenneté.

Le moment est donc venu de modifier et de soutenir la formation des enseignants. Éric Charbonnier, directeur de l'éducation à l'OCDE, affirme que les enseignants français ne sont pas responsables des inégalités sociales de réussite scolaire et de l'échec scolaire. Pour lui, c'est le système éducatif qui les génère. Les pays qui ont une bonne valorisation du métier d'enseignant sont ceux qui ont de bonnes performances dans Pisa. Les deux variables sont liées. Pour cela, une revalorisation des salaires est nécessaire. Il faut aussi une formation initiale améliorée et une formation continue plus importante et plus pertinente autant au niveau pédagogique que des savoirs et des outils technologiques. Tout particulièrement en économie et gestion, nous travaillons dans des disciplines vivantes et en perpétuelle évolution. Les enseignants ne peuvent pas se former uniquement par leurs propres moyens.

L'APEG s'implique fortement dans la formation des collègues, en particu-

lier dans trois événements :

- les JP de l'association (journées pédagogiques) auront lieu cette année les 27, 28 et 29 novembre à Clermont Ferrand sur le thème de l'innovation. Nous vous proposons de questionner ce sujet dans le domaine du management, de l'économie mais aussi de la pédagogie. Conférences, tables rondes, ateliers. Des spécialistes de ces questions et des praticiens viendront dialoguer avec les participants que nous espérons nombreux. Pour cela et pour la première fois, ces journées auront lieu sur le temps de travail. Les inscrits recevront une invitation du CERPEP pour demander un ordre de mission à leur établissement ;

- les journées du management se dérouleront au CNAM à Paris les 13 et 14 octobre sur le thème « La PME dans tous ses états ». Pour s'inscrire, il faut solliciter son IA-IPR. A titre dérogatoire et dans la limite des places disponibles, l'APEG peut y inscrire ses adhérents qui le souhaitent en contactant isabelle.delzant@free.fr ;

- les JECO (journées de l'économie) dont l'APEG est partenaire, se passeront à Lyon du 13 au 15 novembre sur le thème « Le progrès social a-t-il un avenir. » Là encore, les collègues peuvent demander leur inscription à leur IPR ou s'inscrire directement sur le site.

Dès la rentrée, nous vous invitons à faire valoir vos droits et vos besoins en formation auprès de vos fournisseurs et à vous inscrire à ces initiatives. Y participer est essentiel pour donner du sens aux savoirs que nous enseignons et à notre métier.

En 2014 – 2015, l'APEG sera à vos côtés grâce à ses actions, sa revue, son site rénové. C'est votre interlocuteur privilégié avec le Ministère. Elle apporte des points de vue spécifiques sur le métier. Cependant, soyez conscients qu'elle n'existe que grâce à ses membres. Adhérez, réadhez, rejoignez-nous au CA pour contribuer à la développer, parlez de l'APEG autour de vous. Nos interventions en auront plus de poids.

PB.

« les JP (journées pédagogiques) de l'association auront lieu cette année les 27, 28 et 29 novembre à Clermont-Ferrand sur le thème de l'innovation »